



TOTAL UES Amont



Contact

Syndicat des retraités,
préretirés, veuves et
invalides
Elf et Total
Fédération Mines - Energie



Où sont « les jours Heureux »...

Le gouvernement a présenté son plan de relance à la rentrée en septembre, le commentaire de Mr Roux de Bezieux, le patron des patrons, est révélateur : « c'est ce que nous attendions ». Le patronat est content. Une bonne part (35 milliards) des 100 milliards d'euros annoncés seront des suppressions d'impôts pour les entreprises, des aides à l'investissement et à l'embauche de jeunes en CDD. Et tous ces cadeaux sans aucuns contrôles, aucune « contrepartie » quoiqu'en dise Bruno Le Maire. Les impôts de productions supprimés revenaient aux collectivités locales.

Oubliées les leçons du funeste CICE, 40 milliards pour les entreprises, 1 million d'emplois promis par le Medef et en définitive ... rien ! La baisse d'impôts et de cotisation sociale c'est la redistribution au Capital d'une part toujours plus importante de la richesse produite par le travail qui auparavant était mise au service de la société. Ce manque à gagner pour la collectivité se traduit par des baisses de services publics au nom de la « réduction des dépenses publiques » et de la « dette ».

S'il y avait un rendez-vous à ne pas manquer en cette rentrée c'est l'appel à la grève et aux manifestations le 17 septembre à l'appel de la CGT de la FSU et des organisations de jeunes. Malgré la situation difficile c'est près de 1000 personnes qui ont défilé à Pau. Ce signe positif nous encourage à la vigilance pour être prêt à nous mobiliser si nécessaire.

Lors du congrès de l'UD Cgt qui s'est tenu début octobre à Mauléon les salariés de la santé nous ont expliqué qu'ils manquent de tout : masques et blouses et surtout de personnels. Ils se disent moins bien équipés qu'au printemps lors de la première vague. Le Ségur de la santé, que la Cgt n'a pas signé, et qui devait récompenser ceux qui étaient en première ligne se traduit par quelques euros supplémentaires par semaine, pas de quoi attirer de nouvelles embauches, pas de quoi retenir des personnels corvéables à merci et mal payé : le privé les attend.

Où sont « les jours heureux » dont parlait Macron pendant le confinement ? le jour d'après c'est comme le jour d'avant en pire. Le nez du Président a pris encore du volume. C'est un automne morose que nous vivons ces jours-ci, la menace de la Covid avec une 2ème vague qui se développe y compris dans notre département, et en conséquence une restriction des libertés qui va parfois au-delà du nécessaire pour répondre à l'urgence sanitaire.

Une deuxième période de confinement vient d'être promulguée par le Président de la République et mis en place par le gouvernement. Ce re-confinement symbolise l'échec de la lutte contre la pandémie depuis l'été jusqu'au récent couvre-feu. « Nous serons prêts » avait assuré avec arrogance le Président le 14 Juillet. Il n'a pas entendu les salariés de la santé qui manifestaient dès Septembre, il n'a pas écouté les médecins qui sonnaient l'alerte...

Enfin le dimanche 20 octobre 2000 personnes se sont rassemblées devant la préfecture à Pau pour rendre hommage à Samuel Paty le professeur lâchement assassiné par un islamiste pour avoir animé un cours sur la liberté de pensée : aucune atteinte aux libertés ne peut rester sans réponse et sans mobilisation. Et c'est encore l'attentat islamiste à Nice en cet fin Octobre où 3 personnes ont été encore lâchement assassinées.

Nous ne sommes pas dupes des discours proférés par la droite et ses extrêmes qui veulent utiliser ces crimes pour avancer leurs idéologies mortifères et pour diviser notre société. Le gouvernement ne doit pas instrumentaliser ces assassinats pour récupérer la légitime émotion des français : assez des discours de Madelin et autre Blanquer.

Il serait opportun de revoir nos relations avec certains pays du Moyen Orient qui financent le Salafisme, matrice des discours islamistes qui guident les bras armés. Ces mêmes pays à qui nous vendons des armes.

Peppino Terpollili, Secrétaire du syndicat

Le jour d'après.... sera-t-il pire que celui d'avant ?

Les promesses n'engagent que

Plus ça va plus on se rend compte que Macron, non seulement a oublié ses beaux engagements, mais que toutes les décisions vont dans le sens de conforter les patrons et les riches au détriment des travailleurs, du peuple et des plus vulnérables. Les entreprises reçoivent des milliards et licencient à tour de bras. Et les cadeaux fiscaux aux plus riches continuent. Le Ségur de la santé a accouché de mesurette pour les « héros en blouse blanche ». La conséquence est une aggravation de la prise en charge des malades et une désaffection grandissante des soignants dans l'hôpital. Tout est fait pour les pousser vers le privé.

100 milliards pour qui et pourquoi ?

L'argent coule à flot sans aucun contrôle et les actionnaires se frottent les mains. Les résultats sont édifiants. La France est championne d'Europe pour le versement des dividendes qui n'ont jamais été aussi élevés. Le milliardaires et millionnaires s'engraissent sans scrupule, profitant de la crise. Pas de « ruissellement » pour les premiers de corvée dont plus d'un million de Français vont plonger dans la pauvreté. Le jour d'après a un goût amer pour la majorité des Français.



Retraites : attention danger

On s'y attendait. Dans notre système par répartition, les actifs payent la pension des retraités au travers des cotisations sociales. Avec la crise sanitaire, elles ont diminué au rythme de la baisse d'activité. Et avec le chômage partiel, pas de cotisations sociales. Résultat, les régimes sociaux sont dans le rouge vif. La sécu mais aussi les régimes de retraite. Le pouvoir et les médias ont affolé les retraités. 25 milliards de déficit en 2020 ! L'occasion pour tenter de remettre sur les rails la retraite à point, suspendue pour cause de Covid. Et l'on entend déjà le refrain « les retraités n'ont pas subi financièrement la crise », oubliant qu'ils ont payé le prix fort en nombre de décès. Tout ceci pour mieux préparer de nouvelles coupes dans nos pensions. Nous avons donc tout intérêt à rester mobilisés et organisés dans notre CGT.



Un trou de 250 Millions d'euros à la CREA !

Lors de la Cion paritaire de l'IG CREA de juin dernier en visioconférence nous avons appris que les futurs retraités CREA seraient payés directement par Total. En effet, le fonds collectif de préfinancement, qui sert à alimenter le fonds des rentes des futurs retraités, est très insuffisant. Sur notre interpellation la Présidente Porte Laville, un peu gênée aux entournures, nous a avoué qu'il manquait 250 M€ ! Une paille. L'explication alambiquée serait que l'évolution des taux depuis 2008 a été plus basse que prévue et que personne à l'époque n'avait envisagé cela. Le trou n'est pas venu d'un coup en 2020. Et ce n'est pas la récente baisse de la bourse qui serait en cause. La CGT est montée au créneau pour dénoncer l'attitude de la Direction. Sauf à considérer que ce sont des incompetents et qu'ils ne savaient pas, ils n'ont rien anticipé et ils se sont bien gardés de nous informer. Ils nous ont sorti également comme argument le fait que désormais il y aurait des charges employeurs et salariés s'ils abondaient le fonds, ce qui n'était pas le cas en 2008 lors de l'accord paritaire. Un surcoût de 25 % soit 65 M€ ! Du coup, Total va assumer et plutôt que de renflouer le fonds avec les 25 %, il préfère gérer l'affaire. Non pas pour suivre la nouvelle mode d'internalisation, mais cela lui évite de sortir du cash, il économise les charges de 65 M€ et il étale les rentes sur 20 ou 30 ans. On avait critiqué à l'époque l'externalisation des fonds et on nous avait rassuré en nous disant que l'on avait ainsi une double

garantie. Celle de l'assureur et celle de Total selon la formule devenue célèbre de la ceinture et des bretelles. Visiblement les futurs pensionnés CREA vont se retrouver avec uniquement la ceinture Total, en espérant qu'elle tienne, pour ne pas qu'ils se retrouvent en caleçon. Pour les retraités actuels, ils sont couverts par le fonds des rentes de 1,8 Md€ géré par Allianz. Il y aura donc deux systèmes de retraite CREA.

Afin de comprendre comment cela a pu arriver, nous avons demandé une étude complète de l'évolution du fonds collectif et de l'évolution des taux et une explication rationnelle pour savoir comment s'est creusé un tel trou.

Rappel sur les prestations de l'IG CREA

Il n'y a pas de petites économies chez Total. La gestion administrative de la CREA, réalisée en interne au CSTJF va être externalisée en 2021 et réalisée par un prestataire extérieur. Ceci n'amène pas de changement pour les retraités actuels.

Rappel : en cas de décès, l'allocation du trimestre au cours duquel se produit le décès de l'allocataire CREA est due en totalité au conjoint survivant.

Michel Aguer



La vie du syndicat

Congrès de l'Union départementale 64 des 1 et 2 octobre à Libarenx

Le 48^{ème} congrès de UD CGT des Pyrénées Atlantiques c'est déroulé un an et demi après le 52^{ème} congrès confédéral, qui a défini des orientations et résolutions que nous avons fait nôtre.

Malgré les difficultés causées par le corona virus qui nous a obligés de porter le masque et de nettoyer le micro au gel désinfectant, les congressistes ont débattus des 5 thèmes suivant :

- Réalité et avenir du travail, avec la révolution technologique et les enjeux environnementaux.
- Nouveau statut du travail et sécurité sociale professionnelle.
- La construction du rapport de forces et les convergences des luttes.
- Le déploiement au cœur d'un syndicalisme de masse, de classe, utile et efficace.
- Les enjeux européens et internationaux tant sur l'évolution du monde du travail que sur notre activité syndicale.



Sur le débat général une vingtaine d'interventions on eu lieu avec des applaudissements fournis par les congressistes. L'intervention de la camarade sur l'hôpital fut fort appréciée, ainsi que celle du camarade de l'enseignement.

Le camarade Philippe Martinez secrétaire de la confédération présent dès le premier jour a pris la parole pour préciser qu'il fallait surtout que les militants interviennent sur l'inter pro dans les UD, mettre en place des projets et surtout insister sur les revendications salariales tel que augmentation du SMIC, trois cent euros pour tous, réduction du temps de travail a 32 heures avec embauche et sans perte de salaires.

La nouvelle Commission exécutive a été élue avec une parfaite parité homme-femme, une première à souligner. Un nouveau secrétaire à été élu : Jérôme Castaing

Les délégués de notre syndicat
Peppino terpollili et José Montes

Ne touchez pas au pouvoir d'achat des retraités



7 organisations de retraités ont décidé de porter un certain nombre de revendications, concernant le pouvoir d'achat, la santé et la perte d'autonomie et ont lancé la carte pétition ci-dessous

UNE CAMPAGNE INDÉCENTE

Une vilaine musique se fait entendre régulièrement : avant la pandémie les retraités étaient présentés comme des privilégiés dans un contexte de chômage des jeunes notamment. Comme s'ils étaient responsables de cette situation. Au sortir de la période de confinement, des « experts » ont affirmé que l'arrêt des activités du pays avait été décidé pour « protéger les anciens », et qu'il fallait donc qu'ils acceptent de se sacrifier en retour, alors que neuf personnes décédées pendant la pandémie sur dix sont des retraités de plus de 65 ans.

À la veille de la discussion à l'Assemblée du projet de loi de financement de la Sécurité sociale (PLFSS), le rapport de Laurent Vachey, remis au gouvernement, préconise une augmentation de la CSG, l'augmentation des impôts

par la réduction de moitié de l'abattement fiscal de 10 % sur les pensions de retraite et par la hausse de la CASA.

LA PERTE CONTINUE DU POUVOIR D'ACHAT DES RETRAITÉS

Ainsi il serait « juste » de réduire les revenus des retraités sous prétexte que leurs pensions n'auraient pas été entamées durant la crise sanitaire. C'est oublier que leurs revenus ont largement été réduits par la hausse de la CSG, le gel des pensions et des complémentaires, la non revalorisation des pensions qui n'ont pas suivi le coût de la vie : **ces dernières douze années, les prix ont augmenté de 13 % et les pensions nettes seulement de 8,60 %.** En réalité, depuis l'arrivée du Président E. Macron, les pensions ont perdu 5,5% de pouvoir d'achat!

<ul style="list-style-type: none"> • Non à la perte du pouvoir d'achat • 100 euros tout de suite pour rattraper notre pouvoir d'achat • Revalorisation des pensions indexée sur le salaire moyen • Accès à la santé pour tous • Prise en charge de la perte d'autonomie à 100% dans la branche maladie de la Sécurité sociale <p>Nom et prénom : _____ Ville : _____ Comité : _____ Signature : _____</p>		<p>M. LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE Palais de l'Élysée 55, rue du Faubourg Saint-Honore 75008 Paris</p>
--	--	---

9 sur 10... c'est nous ! Faisons gaffe



Le covid préfère les vieux. C'est chez eux qu'il fait le plus de dégâts. 9 décès sur 10 liés au covid sont des personnes âgées de plus de 65 ans. Raison de plus pour être 10 fois plus prudents dans nos contacts. De bien respecter les gestes barrières, de porter le masque et d'assurer l'hygiène des mains. Mais la vie doit continuer, en faisant gaffe tout simplement. Le reconfinement n'est pas toujours facile à vivre, l'isolement, les contacts sociaux et familiaux vont nous manquer. On nous dit que toute l'Europe est à la même enseigne, de même que l'Amérique du Nord et du Sud. Curieusement, le gouvernement et ses experts, ainsi que les médias officiels ne nous disent pas pourquoi en Asie, et notamment en Chine en Corée à Taiwan il n'y a plus de virus et les gens vivent normalement. Comment ont-ils fait ? il doit bien avoir une explication. Toujours est-il que nous sommes confrontés à une seconde vague qui risque, selon certains spécialistes, d'être pire que la

première. Contrairement au discours officiel, les leçons de la première vague n'ont pas été tirées. Alors qu'en mars on manquait de tout, on nous dit que nous sommes maintenant les champions d'Europe pour les tests et les masques. Mais l'hôpital est encore plus malade qu'au printemps. Le manque de lits et surtout de personnel soignant risque de coûter cher en vies humaines. Les héros en blouse blanche n'en peuvent plus.

C'est un confinement « allégé » comme ils disent. Les écoles, les entreprises, les services publics et les principaux commerces fonctionnent. Les possibilités de contamination restent donc élevées.

La situation est certes sérieuse, mais il n'y a pas lieu de créer un psychose générale et de culpabiliser certaines catégories de personnes.

En attendant, si on fait attention, on peut s'éviter cette sale maladie.

Ristourne Gaz

Tous les opérateurs énergie font le forcing pour vous faire changer de contrat.

Nous rappelons aux bénéficiaires de la ristourne gaz qu'ils ne doivent pas changer de contrat, même si Engie le propose, et rester au tarif réglementé sous peine de perdre les 40 % de ristourne. Nous vous tiendrons informés dès que nous saurons comment ils vont gérer l'affaire après la fin du tarif réglementé en 2023.



Ste Barbe 2020

La Ste Barbe que nous avons prévu le 5 décembre à Mont est annulée compte tenu de la situation sanitaire. Nous pourrons nous retrouver début 2021 pour l'assemblée du syndicat si la situation le permet.



André July nous a quitté

Il était très connu à Lacq pour son action dans les activités du CE, notamment les colonies de vacance et les mercredis à la neige à Gripp. Il a poursuivi dans notre syndicat ses activités sociales en organisant des voyages, puis avec LSR dont il participa à la création. Il était également engagé dans les associations locales à Monein. Chaleureux, bon vivant, volontaire et homme de caractère, voilà le souvenir que nous garderons de lui.